

Bonjour. Je me présente: Joël Caya, éditeur et directeur régional des hebdomadaires Le Citoyen ainsi que du mensuel L'Éclat. Je suis accompagné par mon chef de contenu, Patrick Rodrigue. Voici le portrait de nos hebdomadaires sur notre territoire en Abitibi-Témiscamingue.

Le premier secteur est celui d'Amos, que l'on nomme Harricana, qui est distribué à 11 193 portes par le Publisac. La couverture médiatique est faite par Martin Guindon, qui demeure à Amos.

Dans le secteur de la Vallée-de-l'Or, avec plus de 20 656 copies, nous avons trois journalistes: Dominic Chamberland, Sophie Rouillard et Pierre Olivier Poulin, ainsi que mon chef de contenu pour les deux secteurs, Marc-André Landry.

Notre autre secteur est l'Abitibi-Ouest, qui comprend 10 518 portes et qui est couvert par Marc-André Gemme. Celui-ci demeure à Taschereau.

Pour compléter le secteur de l'Abitibi, il nous reste Rouyn-Noranda avec 19 620 portes, toujours distribué par le Publisac. La couverture médiatique est l'affaire de Thierry de Noncourt, Jean-François Vachon et Anne Blondin avec leur chef de contenu pour les deux secteurs, Patrick Rodrigue.

Nous avons un mensuel, L'Éclat, duquel tous les journalistes participent à la rédaction, ainsi que notre journaliste pigiste, Lucie Charest, qui demeure à Lorrainville au Témiscamingue. Mme Charest écrit aussi dans Le Citoyen afin de rapporter l'actualité dans sa propre MRC. Pour la distribution de L'Éclat, celle-ci se fait dans différents points de service tels

que les épiceries et les stations-service à la grandeur de l'Abitibi-Témiscamingue.

Depuis mon arrivée en poste, les salles de nouvelles ont beaucoup diminué dans notre région, et non seulement au niveau des hebdomadaires, mais dans l'ensemble des médias privés. En étant une entreprise privée, on doit s'ajuster à la perte des revenus publicitaires et du fait que, contrairement à certains médias qui reçoivent des subventions de l'État à partir des impôts de tout le monde, on doit trouver de nouvelles solutions de financement. Nous avons mis en place des stratégies créatives avec le web et des produits autres et nous avons ajouté des publireportages. À cet égard, nous indiquons toujours bien en évidence la mention «publireportage» afin de les distinguer des articles d'information. De plus, ils sont tous regroupés dans une section spécifique aux publireportages bien distincte sur notre site internet.

Le journal local sert aussi à donner une voix aux personnes qui, autrement, n'en auraient pas. Les régions pèsent bien peu lourd dans les médias nationaux. Il faut vraiment une catastrophe majeure ou un événement d'envergure pour espérer s'y tailler une place. Pourtant, la réouverture de la maison de la famille, la programmation d'un festival, le gala annuel de la chambre de commerce, le mauvais déneigement des rues, l'annonce d'un projet domiciliaire et tant d'autres sujets qui ne seront jamais couverts par les médias nationaux ont beaucoup d'importance pour les gens

qui vivent dans les communautés concernées. Lorsqu'ils ouvrent leur journal, les gens de la région ne veulent pas connaître l'évolution des grands chantiers routiers à Montréal, ils veulent savoir quand le nid-de-poule devant leur maison sera enfin comblé.

L'importance du journal local dépasse aussi son rôle d'informer la population. C'est souvent un acteur social important, qui s'implique dans son milieu et soutient diverses causes. Par exemple, notre implication permet de faire rayonner notre région et de venir en aide aux organismes par la création et le parrainage d'événements et par la levée de fonds. En plus de notre appui direct, plusieurs organismes n'ont jamais à déboursier pour leur publicité, ce qui permet à ces mêmes organismes, qui disposent de peu de moyens, de faire connaître leurs activités. Sans cela, plusieurs événements communautaires n'auraient tout simplement pas de visibilité.

Comme je l'ai déjà mentionné, notre équipe régionale est composée de huit journalistes: trois à Rouyn-Noranda, trois à Val-d'Or, un en Abitibi-Ouest et un à Amos. Si on ajoute Lucie, notre «pigiste régulière», on arrive à neuf journalistes. Si on ajoute les deux chefs de contenu, qui écrivent eux aussi des textes, on arrive à onze. Mais sur papier, notre équipe régionale est composée de huit journalistes. Prenez note qu'en 2010, nous étions 14 personnes dans l'équipe de rédaction en Abitibi-Témiscamingue. Aujourd'hui, celle-ci compte huit journalistes qui, chaque semaine, couvrent

l'actualité sur un territoire qui s'étend à travers cinq MRC et qui couvre une superficie de 57 340 km². Et ça, c'est sans compter Lebel-sur-Quévillon et Matagami, dont nous couvrons aussi l'actualité. C'est donc un énorme territoire. De Témiscamingue à Lebel-sur-Quévillon, c'est un parcours de 5h30 en voiture. Dans un tel contexte, il peut être moins évident de tout couvrir. Il faut alors faire des choix, parfois déchirants.

Malgré tout, nous n'hésitons pas à envoyer nos journalistes à l'extérieur de l'Abitibi-Témiscamingue couvrir des événements d'envergure qui concernent les gens de notre région. Ainsi, depuis dix ans, notre média est le seul en provenance d'une région minière à couvrir le congrès Xplor de l'Association de l'exploration minière du Québec, qui se tient à Montréal. Nous avons aussi autorisé notre journaliste sportif Jean-François Vachon à suivre notre équipe de hockey junior majeur locale, les Huskies, dans leur conquête de la Coupe Memorial. Il s'est ainsi déplacé à Red Deer en Alberta en 2016 et à Halifax en 2019. Dans tous ces cas, l'idée qui motive ces décisions est très simple: nous considérons essentiel d'envoyer des gens d'ici parler à nos gens d'ici des sujets qui les concernent, même si ces sujets se déroulent hors des frontières de notre région.

Le rôle des journalistes dans les petits milieux a aussi changé avec le temps. Alors que les revenus publicitaires – le principal moyen de financement des journaux – s'amenuisent, les propriétaires doivent procéder à des

réductions d'effectifs s'ils veulent conserver une certaine rentabilité ou simplement maintenir la tête hors de l'eau. Chaque fois qu'un poste est coupé, ce sont des milliers de voix qui s'éteignent et ce sont autant de responsabilités qui sont réparties entre les autres journalistes. La charge de travail augmente. Les journalistes doivent assister aux conférences de presse, traiter les communiqués, rédiger leurs articles, prendre des photos, tourner des vidéos, alimenter les plateformes web et assurer la gestion des réseaux sociaux du journal. Nos journalistes disposent donc de moins de marge de manœuvre pour effectuer de l'enquête ou du reportage en profondeur. Malgré tout, non seulement ils y arrivent avec les ressources dont ils disposent, mais leur travail est fréquemment repris par les autres médias de la région.

Le travail de nos journalistes fait aussi bouger les choses. Ainsi, en décembre 2017, notre équipe a révélé l'existence d'un climat de travail malsain et de soins dispensés à deux vitesses au CHSLD Pavillon Duhamel de Ville-Marie au Témiscamingue ainsi que du dépôt de plaintes au Protecteur du citoyen de la part des familles des bénéficiaires. La publication de nombreux témoignages, en l'espace de deux jours, a incité la direction du CISSSAT à agir promptement. Depuis, la situation est rentrée dans l'ordre.

En décembre 2018, la Ville de Rouyn-Noranda a décidé d'appliquer un vieux règlement interdisant le déneigement de nuit privé. Le tout a provoqué la colère des entrepreneurs

en déneigement. Grâce à la vigilance de notre équipe, ce règlement qui devait passer en douce a été révélé au public, qui n'a pas tardé à manifester son opposition. L'histoire a même rebondi jusque dans les médias nationaux, qui en ont fait leurs choux gras. Devant tant de réactions, l'administration municipale a dû refaire ses devoirs. Et l'hiver prochain, un projet-pilote autorisant à nouveau le déneigement de nuit privé sera mis à l'essai.

Un autre exemple. Lorsqu'une rupture majeure de services s'est déclarée dans le département d'obstétrique de l'hôpital de La Sarre, en février 2019, c'est Le Citoyen qui, le premier, a exposé publiquement ce grave problème. Notre journal avait même été brandi en Chambre à l'Assemblée nationale pour inciter la ministre de la Santé à intervenir personnellement pour régler le dossier.

Sur une note plus légère, nous avons publié, durant l'été 2019, un dossier de plusieurs articles sur la fameuse île Mouk-Mouk, un endroit presque mythique du lac Duparquet, en Abitibi-Ouest, et dont le nom est passé dans l'imaginaire de tous les Québécois. Ce dossier, qui comportait de nombreux témoignages, beaucoup d'anecdotes et une panoplie de photos historiques, a reçu un excellent accueil de la part de nos lecteurs. Ses répercussions ont d'ailleurs débordé des frontières de l'Abitibi-Témiscamingue, alors que le sujet a été repris par quelques médias nationaux, et ce, aussi bien en français qu'en anglais.

Ce ne sont là que quelques exemples du travail que notre équipe arrive à accomplir avec les ressources dont elle dispose. Imaginez à présent ce que nos journalistes pourraient faire avec un soutien plus important.